

Une communication à revoir

- ▶ Le gouvernement est installé depuis un mois.
- ▶ Mais sa communication patauge : erreurs, contradictions et polémiques se succèdent.
- ▶ Il doit pourtant « faire œuvre de pédagogie ».

Durant la négociation gouvernementale, ils l'ont répété à l'envi, Charles Michel en tête : sachant les mesures délicates à prendre et l'opposition à affronter, les ministres de la suédoise devront communiquer, expliquer, encore et encore. Jeudi, après avoir entendu « la colère » de la rue, le Premier ministre l'a redit : il fera « œuvre de pédagogie », « expliquera » la nécessité de réformes structurelles.

Mais que voit-on depuis la prestation de serment, le 11 octobre ?

Sur certains points forts de son projet, le gouvernement se tait et laisse un boulevard à l'opposition ; il n'a, par exemple, jamais présenté collectivement et en détails son programme ou son budget à la presse, et passe son temps à rectifier les chiffres avancés par d'autres. A contrario, des ministres se répandent dans les médias, enchaînant bourdes et erreurs.

Championne : Jacqueline Galant, ministre MR de la Mobilité, qui s'est embrouillée sur les économies à réaliser à la SNCB, donnant trois explications différentes pour se justifier...

Que penser de la com gouvernementale ? Voici le diagnostic d'experts en la matière.

1 Peu d'explications et de fond
« Dès le départ, analyse Alain Raviart, directeur de KO Communications, le gouvernement a raté son entrée : Charles Michel a bien joué en forçant un accord, mais la communication n'était pas prête. Une conférence de presse sur l'accord a été annoncée, reportée puis annulée. Résultat : la grille de lecture n'est pas claire, d'autant que l'accord lui-même n'est pas détaillé. Il n'y a pas eu non plus de communication sur la retraite à 67 ans, qui a donc été faite par d'autres, très négative-

ment. Et on n'entend plus parler de réforme fiscale. »

Pourtant, le gouvernement sait qu'il doit faire un gros effort d'explication. Mais, comme le dit Marc Lits, P^r de Communication à l'UCL, « entre savoir et avoir le personnel et les dossiers pour le faire... Le MR et la N-VA doivent trouver des centaines de personnes ayant une expertise pour former leurs cabinets, préparer les dossiers et les vendre ».

Résultat : « La majorité n'attaque pas sur le fond des arguments de l'opposition, mais sur des postures, sur les mots employés, note Alain Raviart. C'est une guerre de postures, qui peut durer un temps ; mais dans une majorité, ce sont les propositions qui font la différence ; il faut du fond, et pour le moment, il y a un déficit à ce niveau. »

La stratégie du gouvernement consiste aussi, un MR le concède, à faire le gros dos. Et à attendre les auditions des ministres au parlement pour déployer son argumentaire. En attendant : « On est un peu inaudibles, et l'opposition fait passer le message d'un gouvernement pour riches... » Le MR tente de réagir : un argumentaire des points à défendre et des réponses à l'opposition ont été distribués à tous les mandataires, et un tour des provinces débute cette semaine.

2 Une com désordonnée et contradictoire

Les trois spécialistes que nous avons consultés sont d'accord : depuis le début, la com du gouvernement n'est pas bien coordonnée. « Il y a une forme de cacophonie et pas de politique concertée, pas quelqu'un qui pilote, analyse Marc Lits. On ne peut pas dire que l'on voit le cap. »

François Heinderyckx, professeur de Communication politique à l'ULB, embraie : « La communication du gouvernement surprend par son caractère désordonné et souvent contradictoire. Normalement, les conflits et débats ont lieu portes closes, puis, quand les décisions sont prises, on les soutient ou on se fait discret. Or, on voit des indices de dissension ou de désaccord dans l'équipe. Il y a deux interprétations possibles. Soit les tensions et divergences sont plus impor-

tantes qu'à l'accoutumée et on a du mal à les masquer – mais je n'y crois pas complètement car c'est un gouvernement plus homogène que d'autres. Soit l'équipe comprend des personnalités inexpérimentées à ce niveau politique et qui sont encore dans la dynamique de campagne, d'opposition ou de fonctions antérieures, et qui répondent du tac au tac, avant de consulter le conseil des ministres ou les intéressés. Le cas Didier Reynders (MR) contre Elke Sleurs (N-VA) cadre avec cette explication : Reynders a pris le temps de réfléchir avant de s'expliquer sur les économies dans les institutions culturelles ; et dans les minutes qui ont suivi, il s'est fait rabrouer par Sleurs qui aurait d'abord dû s'adresser à lui pour trouver un *modus vivendi* ou en parler au conseil des ministres. C'est une réaction impulsive d'opposition, pas de solidarité gouvernementale. »

Sleurs a ensuite reconnu qu'« à l'avenir, il faudrait mieux communiquer ». D'autant que le gouvernement a approuvé Reynders.

3 Trop d'erreurs Jacqueline Galant qui se trompe sur les économies à la SNCB ; les chiffres variables de ce que rapportera au contribuable l'augmentation de la déduction des frais forfaitaires (250 euros dès 2015, a dit Charles Michel au parlement ; 125 euros, a corrigé

le ministre des Finances N-VA) ; le cafouillage sur le pouvoir d'achat (la majorité promet de l'augmenter, mais il va diminuer pour deux tiers des Belges, reconnaît in fine le ministre des Finances)... « Quand on fait l'addition, cela devient compliqué », tranche Alain Raviart.

Le cas Galant interpelle manifestement nos experts. Marc Lits : « Elle n'a guère d'empathie pour les cheminots et cela n'aide pas ; elle entre dans l'escalade alors que la tension sociale est forte. De même, comme ministre de la SNCB, il vaut mieux ne pas dire qu'elle prend le train un matin pour voir comment ça se passe, comme si elle découvrirait le train ! On a le sentiment qu'elle n'est pas coachée. Reynders, lui, a eu la prudence de ne pas intervenir durant les premières attaques

socialistes, et est sorti après, avec des propositions sur la culture. Cela montre plus une stature d'homme d'Etat, qui maîtrise les dossiers et apporte des nouvelles moins mauvaises. »

4 Une inexpérience Plusieurs erreurs sont dues à un manque d'expérience, le gouvernement comptant beaucoup de nouveaux ministres MR et N-VA. Exemple à nouveau cité : Jacqueline Galant. « Elle sent le manque de communication du gouvernement et veut être dans la transparence, analyse François Heinderyckx. Mais elle manque d'expérience à ce niveau où la moindre déclaration peut provoquer un mouvement social. Il faut trouver le bon rythme et le bon ton, dans la concertation, car on engage le gouvernement. »

« On ne passe pas d'une fonction locale à une fonction ministérielle, surtout sans cabinet, sans quelques dégâts, ajoute Marc Lits. D'autant qu'il y a une opposition francophone plus forte que d'ordinaire, le PS ayant une armée de conseillers aguerris. Même Charles Michel a du mal à maîtriser, alors que son directeur communication est là depuis longtemps, mais il ne peut pas suivre tout le monde. Certains se taisent, comme Hervé Jamar ; d'autres parlent et font des erreurs. Mauvais choix dans les deux cas. On a l'impression d'avoir affaire à des débutants. »

5 Une impression de conflits internes Des ministres qui se contredisent (sur la culture, le nucléaire, le cannabis, la fortune...), voilà qui donne le sentiment de dissensions. « On a l'impression qu'ils font encore les derniers arbitrages, estime Marc Lits. Qu'ils ont négocié une note générale, un accord politique, sans entrer dans les détails du contenu, et qu'ils sont seulement en train de finaliser les documents. »

François Heinderyckx appuie : « Quand la présentation de l'accord gouvernemental n'a pas lieu et que le niveau de détails est bas, cela donne l'interprétation qu'ils n'ont pas décidé, qu'il y a encore des tensions, des négociations ; si les incidents se répètent, les indices convergent vers un diagnostic plus préoccupant quant à la cohésion de l'équipe. »

6 Un monopole N-VA et un patron extérieur: De Wever Theo Francken (N-VA) présente ses excuses à la demande du Premier ministre, mais Bart De Wever parle de « foutaises francophones » ; Maggie De Block (VLD) réfléchit à une politique plus souple à l'égard du cannabis, mais Bart De Wever met son veto ; Charles Michel assure après la manif qu'il y a « un énorme espace de concertation », mais De Wever affirme qu'il « n'y a pas d'alternative à la politique du gouvernement » et tweete (fait rarissime) « merci à ceux qui s'engagent pour le bien-être, prennent des responsabilités, ont confiance dans les mesures que nous prenons » ; Kris Peeters (CD&V) admet que « les gens attendent que nous demandions un effort à la fortune », mais Jan Jambon (N-VA) rappelle que la taxation du capital n'est pas dans l'accord de gouvernement.

La question s'impose : le vrai patron de cette suédoise est-il en dehors de l'équipe, en la personne de Bart De Wever ? Une chose est sûre : la N-VA monopolise la com gouvernementale.

« Depuis le début, la N-VA occupe l'avant-scène, decode Alain Raviart. La prestation de serment du gouvernement a eu lieu un samedi, et dès le lundi, il y avait un déluge de communication N-VA, Johan Vanoverveldt parlant par exemple de la vente de Belfius, ce qui n'est pas rien. Il y a eu aussi les affaires Francken et Jambon. Et quand Maggie de Block parle du cannabis, elle se fait tacler par la N-VA ; quand Didier Reynders sort, il se fait tacler par Elke Sleurs. La N-VA ne lâche rien. Elle est chaque fois présente, même quand les autres veulent exister. Sur scène, on partage le micro ; ici, la N-VA le monopolise. »

Et pas toujours sur un ton gouvernemental : « La N-VA est encore en mode "campagne", avec les bons mots, en bombant le torse, analyse François Heinderyckx. Or, il y a une différence entre "je dis ce que j'ai envie" et "je parle dans le cadre d'une coalition". Le MR, qui a souvent été accusé d'avoir une communication assez arrogante, hautaine, ironique, doit construire sa communication dans un contexte inédit. Il était important que Di-

dier Reynders puisse montrer qu'il a les coudées franches sur les institutions culturelles fédérales et peut décider quelque chose dans ses compétences en dépit des gesticulations de la N-VA. Dans le cas contraire, l'image du MR pourrait se dégrader très rapidement. »

7 Une responsabilité de Charles Michel Pour François Heinderyckx, pas de doute : « C'est au Premier ministre à fixer les règles : ne pas communiquer de manière épidermique ; se concerter ; parler d'une seule voix. Soit ces règles n'ont pas été fixées car elles sont considérées comme connues, soit elles l'ont été et c'est encore plus grave, car cela remet en cause l'autorité du Premier ministre. Mais il y a une période d'apprentissage, car il est jeune, et beaucoup de ministres sont inexpérimentés. Il y a toutefois deux ou trois règles de base à rappeler d'urgence. »

Et une autorité à asseoir vite : « Charles Michel a construit son personnage politique sur son sang-froid, l'examen très clinique des choses, "je ne m'énerve jamais". C'est une sagesse neutre qui l'a amené là où il est, mais il ne faut pas que ce sang-froid se transforme en manque d'autorité face aux personnalités fortes autour de la table. »

« Dans ce gouvernement atypique, quelle est la marge de manœuvre et l'autorité du Premier ministre ?, s'interroge aussi Marc Lits. Tout le monde s'observe, et les francophones sont toujours sous l'œil des Flamands, comme dans le dossier SNCB à relents communautaires. Du côté francophone, cela ne donne pas l'impression qu'il maîtrise ses troupes. Et Bart De Wever, hors du gouvernement, est un élément perturbateur, comme lorsqu'il parle de "foutaises francophones". C'était assasin, et personne ne le lui a dit. »

Bien sûr, le Premier ministre a besoin d'un peu de temps pour faire ses preuves.

Mais Alain Raviart avertit : « Après un mois, il est temps de tirer les enseignements pour resserrer les boulons, montrer une nouvelle image. Il n'est pas trop tard, mais quand la mayonnaise ne prend pas rapidement, il est très compliqué de la récupérer... » ■

MARTINE DUBUISSON

UNE LISTE DÉJÀ LONGUE**Les couacs****9 octobre**

La conférence de presse de présentation de l'accord gouvernemental est annulée.

11 octobre

Des N-VA font le « V » de la victoire en prêtant serment.

12 octobre

Theo Francken (N-VA) participe à l'anniversaire du fondateur du VMO, Bob Maes.

13 octobre

Jan Jambon (N-VA) juge que les collabos avaient leurs raisons.

14 octobre

La déclaration de politique générale de Charles Michel se déroule dans le chahut.

15 octobre

Un mail homophobe de Francken ressort. Et un propos Facebook sur le peu de valeur ajoutée « *des diasporas marocaine, congolaise, algérienne* ». « *Foutaises francophones* », dit Bart De Wever.

16 octobre

Francken présente ses excuses.

18 octobre

Jacqueline Galant (MR) s'embrouille sur les économies à la SNCB.

31 octobre

Johan Van Overtveldt (N-VA) avoue : en 2015, la déduction des frais forfaitaires rapportera en moyenne 125 euros par an. Michel avait dit 250.

4 novembre

Maggie De Block (VLD) envisage une politique « cannabis » plus souple. Veto de De Wever : tolérance zéro comme prévu par la suédoise.

5 novembre

Didier Reynders (MR) promet une « *exception culturelle* » (moins d'économies). Elke Sleurs (N-VA) rétorque : ce n'est pas dans l'accord gouvernemental. Elle perd le bras de fer.

6 novembre

Manif monstre. Charles Michel assure : « *Il y a un énorme espace de concertation.* » De Wever déclare, lui : « *Il n'y a pas d'alternative à notre politique.* »

7 novembre

Marie-Christine Marghem (MR) a des doutes sur la sortie du nucléaire. Le VLD la renvoie à l'accord qui la prévoit bien.

9 novembre

Kris Peeters (CD&V) envisage de demander « *un effort à la fortune* ». Jambon et De Croo (VLD) refusent une taxation du capital. (Ma.D.)